Document généré le 27 mai 2025 21:29

Bulletin d'histoire politique

L'éthique pluraliste-égalitaire et la question du political correctness aux États-Unis

Albert Desbiens et Pierre L'Heureux

Volume 2, numéro 4, printemps 1994

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1063418ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1063418ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Desbiens, A. & L'Heureux, P. (1994). L'éthique pluraliste-égalitaire et la question du political correctness aux États-Unis. *Bulletin d'histoire politique*, *2*(4), 15–20. https://doi.org/10.7202/1063418ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Pour tous les partis politiques provinciaux, et plus particulièrement les libéraux, il y avait un malaise croissant parmi l'électorat anglophone et les autres minorités décrites par M. Ryan, comme ayant «une trop grande lenteur à s'intégrer vraiment à la vie politique québécoise, et chez nous (la majorité) une trop forte propension à prendre ces électeurs pour acquis et à ne pas nous occuper de leurs aspirations réelles»[29].

L'électorat non-francophone jouait un rôle dans au moins deux scénarios locaux. Premièrement, dans les circonscriptions considérées comme étant «anglophones» ou «ethniques», les électeurs non-francophones pouvaient assurer des représentants de leurs propres communautés. Deuxièmement, des pressions pouvaient être exercées lorsque les électeurs non-francophones coexistaient avec une majorité francophone. Ils jouaient alors un rôle potentiellement décisif localement dans les résultats électoraux. Ceci dépendait en majeure partie, d'un manque d'unanimité parmi l'électorat francophone dans une circonscription donnée. Un nombre de ministres du cabinet se retrouvèrent dans des circonscriptions où ce scénario existait. Toutefois, les dirigeants des communautés non-francophones encourageaient quant même fortement la prudence dans chacune de ces situations.

Les dirigeants des communautés ethniques trouvaient difficiles de condamner les politiques linguistiques des libéraux tout en évitant la menace de séparation du Parti québécois. Les médias anglophones et les dirigeants de plusieurs communautés ethniques conditionnèrent de plusieurs façons leurs membres afin d'envoyer selon eux un message aux libéraux provinciaux et leur laisser savoir qu'ils ne pouvaient pas être pris pour acquis. Par conséquent, les appels de dernière minute par les dirigeants respectifs au soutien des libéraux servirent seulement à confondre encore plus l'électorat non-francophone.

La conjoncture particulière lors des élections de 1976 créat d'importantes divisions au sein de chacune des trois communautés que nous avons analysées. Dans chaque cas, une réaction surgit contre l'approche suggérée par ce qui était perçu comme les piliers des communautés respectives. Alors que certaines communautés se sentaient renforcées par la réaction de leur base contre l'élite non-francophone, la perte d'influence de ces derniers semblait temporaire. Le politicologue Vincent Lemieux notait récemment qu'en 1976, les votes contre le Parti libéral de certains électeurs non-francophones n'étaient que conjonctuels[30]. Nonobstant cette affirmation, un précédent important était établi en 1976, lequel aurait des répercussions sur l'avenir de l'action politique des allophones et anglophones du Québec.

29. *Ibid.*

30. Vincent Lemieux, «Le Parti Libéral du Québec: Alliances, rivalités et neutralités», Québec: Les Presses de l'Université de Laval, 1993, p. 127.

L'ÉTHIQUE PLURALISTE-ÉGALITAIRE ET LA QUESTION DU *POLITICAL CORRECTNESS* AUX ÉTATS-UNIS

par Albert Desbiens et Pierre L'Heureux
Département d'histoire
UQAM

Pour plusieurs le «political correctness» correspond à un mouvement radical de gauche, conséquence négative de la contre-culture, qui se distingue par son intransigeance et sa volonté de plus en plus marquée de transformer la société en un monde nouveau reflétant les idéaux utopistes des années soixante. Il nous apparaît cependant, après examen d'une bonne partie de la littérature portant sur la question, que l'idée que l'on se fait de ce que l'on suppose être un mouvement radical n'est en fait que la représentation distordue qu'en donnent les médias et les universitaires conservateurs américains qui en ont amplifié la nature et la portée ou exagérément insisté sur ses manifestations les plus radicales, voire les plus loufoques. Pour bien comprendre les tenants et aboutissants du débat, il importe de reconstituer une définition moins tendencieuse du phénomène communément appelé «political correctness» et de replacer le débat dans le contexte politique et social qui l'a vu naître.

Loin d'être un mouvement passager et structuré, propulsé par la force émanant d'un certain consensus, le «political correctness» est un phénomène à la fois réel et construit qui correspond vraiment à la manifestation radicale d'une nouvelle morale, l'éthique pluraliste-

égalitaire. Le phénomène du «political correctness», et plus largement de l'éthique pluraliste-égalitaire, n'est donc pas apparu de rien. Il s'inscrit dans une vaste révolution associée généralement aux années soixante et soixante-dix qui tend vers une redéfinition de la culture traditionnelle dominante et des identités individuelles et collectives ainsi que vers la transformation des rapports politiques et sociaux. Cette révolution se caractérise par une série de mouvements ainsi que par l'émergence de nouvelles idéologies qui, bien que distinctes, participent, d'une façon ou d'une autre, à la transformation de la société américaine.

Sur le plan politique et légal, la révolution qui donne naissance à l'éthique pluraliste-égalitaire est marquée, dès les années cinquante et surtout les années soixante, par le mouvement des droits civiques. Conduisant aux mesures législatives adoptées entre 1957 et 1965 qui donnèrent finalement force au 14e amendement de la consitution américaine (l'égale protection des lois pour tout citoyen américain) le mouvement des droits civiques entraîna le gouvernement à adopter des mesures incitatives et coercitives (la discrimination positive, le «busing»). Visant initialement à donner à la communauté noire américaine entière égalité devant la loi, ces mesures juridiques s'étendront graduellement, au cours des années soixante et soixante-dix, aux femmes, aux minorités ethniques, aux handicapés et, plus récemment, aux homosexuels.

Parallèlement à cette évolution politico-légale, la sphère culturelle subit aussi le choc révolutionnaire. On assiste à l'émergence de conceptions nouvelles des sociétés humaines influencées par l'anthropologie relativiste et le structuralisme qui remettent en question l'universalisme culturel occidental. Nourrie des courants de pensée existentialiste, tiers-mondiste, libertaire, utopiste, puis plus tard du déconstructionisme et du post-structuralisme, entre autres, la «contre-culture» s'est posée dès son apparition contre le consensus apparent de l'après Seconde Guerre mondiale (la célébration de l'«American Way of Life»), contre l'homogénéisation culturelle de la société américaine.

C'est une redéfinition de la culture et des moeurs qui s'opère et qui mène vers la fragmentation de la culture américaine et la multiplication des indentités. La manifestation la plus patente de cette transformation se trouve dans l'apparition, pour ne pas dire la réapparition, du pluralisme culturel, phénomène à la fois concomitant et résultant de la contre-culture et du mouvement des droits civiques.

Dès les années cinquante, alors que l'humanité est encore secouée par la tragédies des excès des totalitarismes européens, l'attention au sein des sciences sociales se focalise sur l'études de l'ethnicité comme facteur dynamique de la société et de la politique américaine. Des travaux importants d'historiens, de politologues, de sociologues tels que Will Herberg (*Protestant, Catholic, Jew: An Essay in American Religious Sociology*, 1955) Oscar Handlin (*Immigration as a Factor in American History*, 1959) Nathan Glazer et Daniel Patrick Moynihan (*Beyond the Melting Pot*, 1963) viennent donner un élan important à la résurgence du pluralisme culturel. Progressivement, les Américians redécouvrent la particularité de leur expérience américaine et leur lien identitaire qui les rattachent à l'ethnie de leur parents migrants. Ainsi voit-on apparaître le mouvement de la New Ethnicity (Michael Novak, Arthur Greeley) qui vient activer le processus de fragmentation amorcé par la contre-culture. On se reconnaît du jour au lendemain comme «Black-American», «Greek-American», «Italian-American», etc. La culture nucléaire fait place au multi-culturalisme, au pluralisme culturel, tendance qui, dans le domaine académique donnera naissance à de nouveaux champs d'études (Études culturelles, études ethniques) et des nouvelles approches éducationnelles tels que le bilinguisme et le multiculturalisme.

Cette fragmentation se réalise au même moment où l'«American Dream» s'étiole, alors que l'Amérique se réveille au cri alarmant d'une société dont la réalité est loin de correspondre au rêve qui longtemps avait masqué les inégalités sociales et politiques, les tensions et conflits larvés. Au moment de cette prise de conscience et tandis que se déroulent les événements initiatiques du Vietnam et du Watergate, les Américains découvrent douloureusement les limites de l'exceptionnalisme de leur expérience.

C'est donc de l'entrecroisement de ces forces dans le champ de nouvelles réalités sociales et politiques que naît l'éthique pluraliste-égalitaire. Ce n'est donc pas un mouvement, comme l'ont qualifié certains commentateurs conservateurs, qui comporte un programme revendicateur précis et radical et qui exprime un consensus.

Mais plutôt une nouvelle conception diffuse de la culture, de la nature des identités individuelles et collectives, des rapports entre les identités individuelles, entre les identités collectives, entre identité individuelle et identité collective. Éthique qui, dans son essence, cherche à instaurer dans la sphère culturelle et politico-juridique, l'équilibre des forces entre les minorités, les femmes (etc.) et le pouvoir des hommes «européo-américains», ainsi qu'à élèver le respect de la différence, de la pluralité, du minoritaire, en norme absolue des comportements et des représentations.

L'éthique pluraliste-égalitaire a trouvé son expression la plus concrète dans la sphère universitaire, là où se trouvaient ceux-là mêmes qui avaient contribué à la construction de son discours. L'éthique nouvelle s'y manifesta concrètement par l'application de politiques de discrimination positive dont l'objectif était de contrer les discriminations insidieuses, le racisme, le sexisme. Autre manifestation encore plus extrême sont les codes langagiers qui proscrivent, sur certains campus universitaires et dans certains milieux de travail, les qualificatifs qui véhiculent des préjugés racistes, sexistes, homophobes. Ces codes langagiers, qui ont aussi force dans la sphère médiatique et , de plus en plus, dans celle de l'individu, reposent sur le présupposé que le langage, comme la culture en général, est le lieux d'une lutte de pouvoir où depuis toujours, dans le cas de la culture européo-centrique, domine l'élément masculin. Suivant ce même présupposé, la culture dominante européo-centrique et phallo-centrique constitue un outil d'oppression pour les femmes, les minorités ethniques, les homosexuels, etc.. Face à cette culture qui n'a aucun pouvoir d'évocation pour les négligés de l'histoire masculinisée, il s'agira désormais d'élargir le «canon» afin de faire ressortir de l'histoire et de l'analyse sociale les représentations des femmes, des minorités ethniques, des homosexuels, des handicapés, et de lutter à armes égales contre le pouvoir oppresseur de l'homme blanc européo-américain à qui incombe la responsabilité des malheurs de tous. Portée à son paroxisme, l'éthique pluraliste-égalitaire peut donc épouser les formes d'une culture de la victimisation et en cela conduire à la rupture de l'éthique de la responsabilité individuelle si fondamentale dans la pensée conservatrice.

Si l'éthique pluraliste-égalitaire est née d'idéologies et de grands mouvements d'émancipation et d'égalité des années soixante, ce n'est cependant qu'au cours des années quatre-vingts, décennie marquée par le doute, que ses premières manifestations concrètes apparaissent. Certes les politiques multi-culturalistes et de discrimination positive sont apparues bien avant, mais le phénomène ne prend de l'ampleur ou plutôt une véritable emprise sur les discours et les institutions politiques, universitaires, qu'au moment ou s'introduisent plus massivement au sein du corps politique et des institutions d'enseignement supérieur (corps professoral et population étudiante) des femmes et membres de communautés ethniques minoritaires, et que parallèlement s'estompent très partiellement les contraintes normatives qui interdisaient la légitimation et l'affirmation de l'homosexualité.

Il y a donc une pression qui s'exerce de la base sur tout l'appareil du pouvoir institutionnel et qui le force à adopter l'environnement politique et culturel qu'il régit en fonction des exigences et des besoins d'une population nouvelle, différente et éclatée. Et l'adaptation est parfois ardue comme dans l'exemple que fournit l'expérience de cet historien de Challey College, en Californie, M. Nobile qui, dans un article publié tout récemment, exprimait son désarroi devant son incapacité de communiquer avec une nouvelle population étudiante. Professeur blanc spécialisé en histoire afro-américaine, Nobile notait qu'il lui était maintenant presque impossible d'enseigner la matière à l'ensemble des étudiants, et plus particulièrement à ses étudiants afro-américains, beaucoup plus nombreux qu'il y a dix ans et qui, continuellement et avec acharnement, remettaient en question la crédibilité de son enseignement. Étant blanc et favorisant une perspective non-afrocentriste de l'histoire afro-américaine, il lui était conséquement impossible, lui reprochait-on, de fournir une vision de l'histoire qui fournisse une juste représentation des Noirs américains, et donc une vision qui puisse satisfaire les étudiants afro-américains. Nobile en venait à la conclusion que sans doute il ne pourrait plus enseigner une matière dont il est pourtant spécialiste. Ainsi, non seulement l'éthique pluraliste-égalitaire entraîne-t-elle une redéfinition du curriculum, mais aussi elle force à réajuster les approches analytiques et méthodologique de l'ensemble des études, des recherche et des enseignements académiques.

Le débat du «political correctness» s'insère dans ce contexte où on assiste au téléscopage de deux conceptions de la culture et de la société. Véritable lutte entre une faction progressiste qui cherche à étendre l'éthique pluraliste-égalitaire à tous les secteurs de la société, et une faction conservatrice qui s'efforce de maintenir le «canon» culturel traditionel et de protéger sa position de pouvoir au sein des institutions politiques.

Or, sous l'effet d'une distortion manoeuvrée par les milieux conservateurs américains des secteurs académiques, médiatiques et politiques, la lutte menée par les tenants de l'éthique pluraliste-égalitaire a été représentée dès le début des années quatre-vingt-dix comme un affrontement inégal où conservateurs comme libéraux se trouvaient submergés, surtout sur les campus universitaires, par un mouvement inquisitorial qui imposait sa loi par la voie de codes langagiers et de politiques coercitives obligeant les universités à augmenter l'admission d'étudiants issus de minorités ethniques et d'accélérer l'embauche de femmes et de membres des minorités ethniques pour combler des postes professoraux, sans égard à leurs réelles compétences.

On parlait de nouveau maccarthysme qui brimait les libertés fondamentales au nom du respect des minorités et de la différence, et on décriait cette attaque contre les normes traditionnelles d'excellence du corps professoral universitaires. De Dinesh D'Souza à Allan Bloom, en passant par Roger Kimball et d'autres, les conservateurs élaboraient une campagne d'amplification du phénomène en attribuant au phénomène le qualificatif péjoratif emprunté au discours de la gauche, «politically correct». Voici comment, dans le *New-York Times* du 25 octobre 1990, le *columnist* conservateur Richard Berstein décrivait ainsi le terme : «Politically Correct has become a sarcastic jibe used by those, conservatives and classical liberals alike, to describe what they see as growing intolerance, a closing of debate, a pressure to conform to a radical program or risk being accused of a commonly reiterated trio of thought crimes: sexism, racism and homophobia....».

Cette description du phénomène, faut-il le reconnaître, n'est pas sans représenter une certaine réalité. Il y a eu et il existe toujours dans les médias, au sein des gouvernements et surtout sur les campus universitaires des manifestations radicales de l'éthique pluraliste-égalitaire qui se remarquent par leur volonté exagérée de coercition, cette volonté poussée d'infléchir les comportements individuels et politiques ainsi que les discours de façon à les conformer aux exigences de la morale nouvelle.

Cette tendance radicale se distingue plus particulièrement par ses efforts excessifs d'euphémisation du langage. Toujours suivant le présupposé que le langage est le lieu d'une lutte de pouvoir et trop souvent un instrument d'oppression sociale, l'éthique pluraliste égalitaire est à l'occasion tombée dans le ridicule à travers cette volonté de fléchir les codes du langage afin, à la fois, de repousser les forces oppressives cachées et de transformer la réalité en en changeant ses représentations lexicales. Lise Bissonnette, dans un billet du 30 août 1993, donnait cet exemple québécois du «political correctness» tiré d'un rapport du Ministère des communautés culturelles du Québec où la majorité démographique était qualifiée de «communauté non-immigrée», vocable construit sur un absurde renversement référencielle, où le groupe majoritaire est étrangement défini en fonction des groupes minoritaires. Les exemples sont nombreux. Mais ce n'est pas là le seul domaine où se manifestent les excès de l'éthique pluraliste-égalitaire. Nous n'avons qu'à penser à ces codes langagiers en vigueur sur certains campus universitaires américains et qui proscrivent les «expressions» haineuses. Ici ce ne sont pas tant les codes qui sont excessifs, bien que quelques-uns le soient, mais les mesures d'application qui exposent les contrevenants aux codes à des peines allant de l'obligation de suivre un cours de «sensibilisation ethnique», à la suspension indéfinie (ces cas sont très rares contrairement à ce que les médias ont pu laisser croire). Mentionnons aussi les codes de conduites de quelques campus américains interdisant les relations amoureuses et sexuelles entre professeur et étudiant et les actions revendicatrices radicales d'étudiants exigeant le renforcement des politiques de discrimination positive, phénomènes isolés mais qui rendent tout de même compte de l'existence d'un activisme extrême, si rare soit-il, de certains tenants vertueux de l'éthique pluraliste-égalitaire.

Les excès qui accompagnent la pénétration irrésistible de l'éthique pluraliste-égalitaire au sein de la société contemporaine sont, nous l'avons dit, réels. Néanmoins, ces phénomènes

demeurent de l'ordre du particulier et ne caractérisent en rien, sinon de façon grossière, l'éthique pluraliste-égalitaire. Or, les efforts des factions réfractaires à cette éthique, de l'extrême droite aux libéraux méfiants, tendent tous à la réduction de la signification réelle de l'éthique pluraliste-égalitaire à son expression radicale. Si bien que sont associés à l'éthique pluraliste-égalitaire non pas les principes fondamentaux sur lesquels elle repose, que sont la justice sociale, l'égalité, le respect et la protection du minoritaire et du droit à la différence, mais ses manifestations les plus extravagantes et leurs implications pour la communauté intellectuelle regroupée au sein des médias, des universités et des institutions politiques: inquisition intellectuelle, limitation de la liberté d'expression, victimisation abusive, etc.

Il se trouve que ce glissement qui se produit dans l'effort de caractérisation de l'éthique pluraliste-égalitaire conduit malheureusement à poser une fausse équation. En effet, trop souvent la condamnation des excès de l'éthique pluraliste-égalitaire, le «political correctness», à bien des égards légitime, amène à condamner les principes sur lesquels se fonde et desquels est née cette éthique. Cela n'est pas sans rappeler certaines analogies historiques, telle la confrontation de la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle entre les mouvements syndicaux et les milieux politiques et patronaux, lesquels, aux fins de la stratégie, amplifiaient les manifestations radicales du syndicalisme — grèves violentes, infiltration d'éléments subversifs, bolchévisation, etc. — afin de contrer et discréditer un certains discours progressif émergent. Par conséquent, l'équation que s'efforce d'établir la faction conservatrice comporte ceci de dangereux qu'elle dénie toute légitimité à un phénomène qui fondamentalement rejoint les idéaux de justice sociale et de respect de l'individu, de la différence, sur lesquels s'est laborieusement, peut-être, mais sûrement construite en partie la société actuelle.

C'est donc au cris de «They're taking over» que se rallient les «anti-P.C.», accusant les tenants du «political correctness» de rectitude maccarthyste, étrange paradoxe alors que tout laisse croire plutôt que ce sont ces mêmes conservateurs et libéraux effarouchés qui effectuent ce retour aux heureuses années 50: révélation de l'existence d'un mouvement subversif et utilisation des médias afin de créer et amplifier un climat de crainte dans la population. On s'empresse de communiquer, bien souvent par le biais du journal de la National Association of Scholars, tous les incidents reliés aux manifestations, parfois radicales faut-il convenir, de l'éthique pluraliste-égalitaire, en exagérant non pas les faits, car dans bien des cas ils sont sérieux, mais les implications qui mènent bien souvent à des généralisations aucunement représentatives de la réalité.

Le débat entourant le «political correctness» ne peut être compris autrement que comme la manifestation réactionnaire des conservateurs et de certains libéraux devant l'apparition d'une nouvelle morale, le pluralisme-égalitaire, à laquelle on associe trop exclusivement, à tort, sous l'effet de distorsion exercé par la faction conservatrice, les manifestions extrêmes qui l'accompagnent. Cette réaction est attribuable en partie à cette peur de la transformation des valeurs culturelles, de la perte du noyau identitaire qui cimente la société, de l'effort que nécessite, pour les intellectuels universitaires, l'adaptation du questionnement de recherche et des curricula à de nouvelles perspectives d'analyse. Une peur qui, à l'extrême, correspond à la «white male paranoïa» dont est affligée Michael Douglas dans le film *Falling Down*, l'histoire de la révolte d'un homme blanc qui voit s'effondrer autour de lui son univers référentiel et qui, perdant contenance, résout de rétablir l'ordre, son ordre, disparu.

Bibliographie sommaire

ASANTE, Molefi Asante, «The Escape into Hyperbole: Communication and Political Corretness», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 141-147.

BEERS, David, «PC? B.S. Behind the Hysteria: How the Right Invented Victims of PC Police», *Mother Jones*, septembre/octobre 1991, 34-35/64-65.

BERMAN, Paul, *Debating P.C. The Contreversy Over Political Correctness on College Campuses*, New-York, Laurel.

BERNSTEIN, Richard, «The Rising Hegemony of the Politically Correct», *The New York Times*, octobre 1990, A/3-4.

BISSONNETTE, Lise, «Avis à la population», *Le Devoir*, 30 août 1993, p. 12.

BLOOM, Allan, «Liberty, Equality, Sexuality», *Commentary*, 83 (4), avril 1987, 24-30.

BLOOM, Allan, «Western Civ-and Me. An Address at Harvard University», *Commentary*, 90 (2), août 1990, 15-20.

BRENNAN, Tim, «"PC" and the Decline of the American Empire» , *Social Policy*, été 1991, 16-29.

BURGOON, Michael et BAILEY, William, «PC at Last! PC at Last! Thank God Almighty, We are PC at Last!», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 95-104.

CAREY, James W., «Political Correctness and Cultural Studies», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 56-72.

DENNIS, Everette E., «Freedom of Expressiom, the University, and the Media», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 73-82.

D'SOUZA, Dinesh, «Illiberal Education» , *The Atlantic Monthly*, 267 (3), mars 1991, 52-79.

DUSTER, Troy, «They're Taking Over!», *Mother Jones*, septembre/octobre 1991, 30-33.

EPSTEIN, Barbara, «Political Correctness and Collective Powerlessness», *Socialist Review*, 23 (3-4), 1991, 13-35.

FINN, Chester E., «The Campus: "An Island of Repression In a Sea of Freedom"», *Commentary*, août 1989, 88 (2), 17-23.

GROSS, Larry, «There they Go Again», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 105-112.

GROSSBERG, Lawrence, «Being Politically Correct in a Politically Incorrect World», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 11-12.

HENDERSON, Lisa, «Paris is Burning and Academic Conservatism», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 113-121.

KIMBALL, Roger, *Tenured Radicals: How Politics Has Corrupted Our Higher Education*, New-York, Harper & Row, 1990.

O'KEEFE, Barbara J., «Sense and Sensitivity», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 124-131.

SHAW, Peter, «The Rise and Fall of Deconstruction», *Commentary*, 92 (6), décembre 1991, 0-53.

SHORT, Thomas, «A "New Racism" on Campus?», *Commentary*, août 1988, 86 (2), 46-50.

WHITNEY, Charles et WARTELLA, Ellen, «Media Coverage of the "Political Correctness" Debate», *Journal of Communication*, 42 (2), 1992, 83-93.

LES GAIS ET LESBIENNES DU QUÉBEC: UNE HISTOIRE POLITIQUE À ÉCRIRE

par Marcel Pleau
Journaliste au mensuel gai, *RG*

Toute minorité possède son histoire propre. À cet égard, les gais et lesbiennes ne font pas exception. Faute de témoignages écrits, la présence des gais et lesbiennes dans l'histoire du Québec d'avant les années soixante-dix restera sans doute inconnue ou sera ressuscitée de manière anecdotique. À vrai dire, il s'agit d'une sorte de préhistoire, puisque la constitution des gais et lesbiennes comme collectivité, au Québec comme ailleurs dans le monde, ne remonte qu'à une vingtaine d'années.

Avant les années soixante-dix, il y avait bien sûr des hommes et des femmes qui avaient des relations sexuelles et affectives avec des partenaires de même sexe. Mais l'identité collective indispensable à l'action commune et à la revendication faisait défaut. Ce n'est pas qu'il y avait absence de liens sociaux entre gais et lesbiennes. Peu importe l'époque, les hommes et femmes intéressés sexuellement et sentimentalement par une personne de leur sexe ont su établir des cercles d'amis où ils ou elles pouvaient être . Mais il faudra attendre ce siècle pour voir surgir un mouvement social revendiquant droits et reconnaissance. Ce fut le cas de l'Allemagne d'avant les nazis, des États-Unis d'avant McCarthy, ou encore des Pays-Bas des années cinquante. Cependant, rappelons-nous que, jusqu'à tout récemment, dans les